

INTERVIEW DE CUADERNOS (Septembre 2014 - traduction 2016) – Page 2

Traduit par: [Réseau Communiste Antigestionnaire](#)

- Comment définiriez vous l'origine et les objectifs de votre groupe?
- Pourriez vous faire un résumé des différentes publications que vous avez réalisé? Quelles sont les publications à venir de votre groupe? Quels aspects théoriques êtes vous en train de développer en ce moment?
- Pouvez-vous nous parler de la période de lutte de 2001 et le procès historique qui y a mené? Que s'est il passé après 2001 et quel rapport avec ce qu'il se passe aujourd'hui en Argentine?
- Que pouvez-vous nous dire à propos du péronisme et de son importance dans la politique argentine et dans l'histoire des mouvements ouvriers dans la région?

* * *

Lettre aux prolétaires en Grèce

Frères et sœurs,

Durant la fin de l'année 2001 et les débuts de 2002, nous, qui vivons sous le contrôle de l'Etat Argentin, avons expérimenté une situation très similaire à celle que vivent aujourd'hui des millions de personnes en Grèce. Pour nous, il est difficile de débattre avec les prolétaires de notre région, car même s'il ne s'est passé qu'une dizaine d'années, la mémoire de la lutte vécue et les perspectives qu'elle ouvrait semblent s'être conjointement éteintes... Et cela nous désespère. Il faut à tout prix éviter que les expériences de luttes s'oublient, et de toujours recommencer à zéro. C'est pourquoi nous voulions partager quelques points avec vous, nos frères et sœurs. Parce que la crise n'a rien de grec ou d'argentin, il n'y a pas de solutions nationales face à un problème global.

Les amis de la négation

Printemps 2015, en région argentine.

* * *

Cuadernos de negación:

cuadernosdenegacion.blogspot.com

[LETTRE AUX PROLÉTARIÉS EN GRÈCE](#) (décembre 2015)

[OPEN LETTER TO THE PROLETARIANS IN GREECE](#). (December 2015)

[OPEN LETTER TO THE PROLETARIANS IN GREECE \(GREEK\)](#) (December 2015)

* * *

CAHIERS DE NÉGATION

COMMUNISME? ANARCHIE?

Cet article est tiré des Cuadernos de Negación (numéro 2 - Juillet 2009). Traduit par: [Bad Kids](#)

[LA RÉALITÉ DU VIRTUEL](#)

Cet article est tiré des Cuadernos de Negación (numéro 8 - Novembre 2013).

Traduit par: [Camotazo](#)

INTERVIEW DE CUADERNOS DE NEGACIÓN

cuadernosdenegacion.blogspot.com | cuadernosdenegacion@hotmail.com

Cette interview a été réalisée par deux membres du collectif *Asymétrie*, qui à l'époque de l'interview publiaient le blog *Restructuration sans fin*. Durant leur voyage en Amérique du Sud les camarades en ont profité pour nous contacter, nous rendre visite et réaliser cette interview traduite en français, anglais et allemand pour les Éditions de l'Asymétrie (antimonde@no-log.org).



Comment définiriez vous l'origine et les objectifs de votre groupe?

CUADERNOS DE NEGACIÓN est né du désir et de la nécessité de commencer à faire circuler du matériel de critique radicale et révolutionnaire. Dans ce cadre il nous est paru intéressant de traduire de l'anglais à l'espagnol le texte de *prole.info Travail Communauté Politique Guerre* qui présentait d'une certaine façon ce que nous voulions aborder: la critique du Capital incluant le travail salarié et la critique de l'État incluant elle même la critique de la politique et de la démocratie, depuis une perspective de classe plutôt que de le faire depuis l'idéologie marxiste ou anarchiste dans l'objectif de faire adhérer des sympathisants à l'une ou à l'autre. Nous avons donc décidé de le publier en ajoutant une introduction et la préface du livre *Contre la Démocratie* signée par Miriam Qarmat. Dans les dernières pages du livre nous avons mis en lien des sites web intéressants, qui d'une certaine façon montraient nos intentions: l'agitation révolutionnaire inspirée du mouvement anarchiste, du communisme (non-léniniste et non-trotskiste) et l'Internationale Situationiste. Ce premier numéro a été publié en automne 2007.

Bien qu'à l'époque nous ayons agit de concert avec le mouvement anarchiste de la région il n'était pas de notre intention, à travers la publication, d'adhérer à l'idéologie anarchiste ou à quelconque idéologie. Notre intérêt résidait et continue de résider dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat bien plus que dans les définitions que l'ont pourrait donner avec un «-isme» particulier. Ceci n'affaiblit pas notre intérêt pour le mouvement révolutionnaire historique qui a pu se nommer lui-même, et que d'autres ont appelé avec mépris *anarchiste* ou *communiste*. Nous affirmons avec Debord que chacune de ces tendances contient «une critique partiellement exacte mais qui efface l'unité de la pensée de l'histoire et s'institue elle-même en autorité idéologique.»

Pour quelqu'un venant du mouvement anarchiste —et suffisamment mis en garde contre les dogmes— il est à la fois gratifiant et surprenant de se rendre compte que la critique de l'État n'est pas l'apanage de l'anarchisme. Cela peut être tout aussi surprenant pour qui vient d'une formation marxienne et sans dogmatisme de rencontrer des camarades ne venant pas de ce courant. Dans ce sens et avant de démarrer ce projet, la revue *Communisme* du Groupe Communiste Internationaliste avait été pour nous une première référence, juste à côté d'Antagonismo de Nucleo de Ira. À cela s'ajoute des lectures de Guy Debord, Gille Dauvé et d'autres communistes ou marxistes qui rejetaient le parlementarisme, les syndicats et le réformisme social-démocrate en général.

Notre objectif, et nous l'avons dit clairement dans le numéro 2, c'est que si nous sommes contre l'État et le Capital ce n'est pas pour adopter une idéologie et nous protéger derrière elle, mais parce que nous sommes salariés, exploités et opprimés dans tous les aspects de notre vie et c'est ce qui nous pousse à lutter. Pour cette raison nous n'avons **jamais voulu affirmer une idéologie pour gagner des adeptes mais pour critiquer ce monde, pour le subvertir.**

Ainsi depuis le deuxième numéro nous avons inscrit dans chacun des CUADERNOS la citation du Nucleo de Ira (un groupe qui s'est auto-dissous en 2006 au Chili) «Nous n'avons rien à vendre à nos frères de classe, rien pour les séduire. Nous ne sommes pas un groupuscule en concurrence de prestige et d'influence avec les autres groupuscules et partis qui disent représenter la classe ouvrière et qui prétendent la gouverner. Nous sommes des prolétaires qui luttons pour s'auto-émanciper avec les moyens qui sont à leur portée, et rien de plus.»

Dans ce deuxième numéro en plus de poser la question des idéologies et de la fausse dichotomie entre communisme et anarchie, nous approfondissons la question de la lutte des classes et de la révolution. Pour cela nous avons exposé «notre» perspective de classe («notre» non pas dans un sens particulier ou groupusculaire mais en tant que perspective historique du prolétariat), qui loin d'être une définition sociologique ou une apologie de l'ouvrier industriel se veut une tentative de mettre des mots sur une réalité en mouvement: l'antagonisme de classe, les contradictions qui existent entre les besoins humains et ceux du Capital.¹

1 Il s'agit d'un article *Communisme? Anarchie?* publié dans le numéro 2 de CUADERNOS DE NEGACIÓN. Il existe une traduction en français par Bad Kids: badkids.noblogs.org si!

Ces besoins s'expriment dans les luttes de notre classe et doivent être portées jusqu'à leur dernières conséquences: des luttes pour de meilleures conditions de travail ou demandes salariales, pour de meilleures conditions de vie dans les lieux où nous sommes obligés de vivre ou contre les attaques de l'État et de ses forces répressives. Ou tout simplement quand nous exproprions nos expropriateurs, quand nous décidons de dédier notre temps à nos plaisirs et nos angoisses au lieu de produire du profit pour les bourgeois. En gardant toujours au clair que tous ces besoins sont inséparables de la nécessité de révolution, pour cela nous devons lutter pour ne pas tomber dans les canaux qui transforment nos revendications en simples réformes.

Parler de contradiction entre prolétariat et Capital, comme les nécessités humaines opposée à celle de la valorisation, pose souvent problème. Pour notre part nous ne partons d'aucun déterminisme ou d'aucune supposé nature humaine à défendre. Nous partons de la réalité concrète de comment nous vivons et ressentons sous le règne du Capital, du Travail comme activité aliénée, de la propriété privée comme privation des moyens de vie, de la Marchandise comme forme sociale de la production humaine qui n'existe que par l'échange comme principale relation sociale, de la Nature comme ressource, du quantitatif sur le qualitatif. C'est en partant du rejet de tout cela que nous affirmons nos besoins et qu'une autre humanité est possible.

Pour nous, donc la révolution est une nécessité et une possibilité. Un besoin qui naît de notre condition d'exploités et qui ne se réalisera que lorsque nous détruirons *leur monde*. Et si nous voyons une fois de plus qu'une transformation révolutionnaire de la société est effectivement possible, ce n'est pas seulement dû à un désir surgi de notre condition d'exploité mais surtout aux luttes historiques et actuelles du prolétariat contre l'exploitation. Chaque fois que la bourgeoisie a tenté de nous enterrer avec le bâton et l'idéologie nous avons ressurgi comme classe révolutionnaire. En Amérique Latine toute sortes de théorie autour des «sujets» de la «révolution». On parle de la femme, du paysan, des communauté indigène, du précaire etc. Mais pour nous en posant la question de cette manière on ne parle pas du tout de révolution. Ces catégories sociologiques ne peuvent être plus que les sujets de simples réformes de cette société. Nous continuons d'affirmer que «le prolétariat n'est pas faible parce qu'il est divisé, il est divisé parce qu'il est faible».

Il est évident que s'affirmer du côté des prolétaires ne veut pas dire applaudir les traits majoritaires actuels de ceux qui sont les opprimés: religion, nationalisme, racisme, machisme et autres aspects de l'aliénation moderne. Cependant comme le dit Dauvé «nous ne vivons pas dans un monde de domina-

tion dans lequel le capitalisme serait une discrimination de plus entre de nombreuses autres. Bien que les phénomènes de domination les plus remarquables (propriété privée, la famille, la religion, l'État) soient apparus quelques milliers d'années avant la révolution industrielle, c'est le capitalisme qui les structure aujourd'hui». Ce n'est pas que l'antagonisme de classe explique tout mais sans sa compréhension on ne peut comprendre rien.

Nous avons dit quelque part que nous n'attendions pas que les opprimés et les exploités sortent dans la rue avec un drapeau sur lequel on puisse lire «Prolétaires», pas par pessimisme mais parce que c'est un rêve formaliste propre aux idéologies bourgeoises «pour prolétaires». De nombreux sociaux-démocrates et autres réformateurs du Capital ont utilisé et utilisent encore certains mots pour dire exactement le contraire, de la même façon que de nombreux combattants indispensables de toute latitudes ne les utilisent pas (et vont jusqu'à les rejeter). Cela n'est pas fatal mais peut devenir un obstacle. Ne pas assumer notre pratique au niveaux de nos positions et concepts a à long terme facilité l'affaiblissement, la confusion et la récupération contre-révolutionnaire.

Tandis que la quasi totalité des marxistes n'a cessé de tergiverser sur l'antagonisme de classe et les tâches du prolétariat, du côté des anarchistes, libertaires, et consort, cette même question n'a cessé d'être plus largement rejeté. Que ce soit par la défense de l'individu, ou parce que « parler de classe ça fait marxiste» ou jusqu'à une posture post-moderne de la société supposant que les classes n'existent plus. Malgré cela nous ressentons la nécessité de poser la question de classe pour aborder les sujets que nous estimions et estimons encore nécessaires: travail salarié, marchandise, valeur, État, démocratie, science, urbanisme, art, sexualité. Ceci n'est pas un comportement capricieux ni une formule magique à prononcer, c'est ce qui nous permet d'aborder de manière critique cette société et les contradictions qui peuvent —éventuellement— la révolutionner. Nous parlons de classes, pas parce que nous le considérons comme un concept, une catégorie ou une nouveauté théorique. L'existence des classes sociales dans la société actuelle et l'antagonisme matériel entre elles ne dépend pas de points de vues, c'est une certitude que nous devons comprendre et détruire.

Nous savons qu'une publication comme la notre n'a pas une large diffusion. Nous savons qu'elle ne génère pas l'adhésion de qui que ce soit, si ce n'est de personnes déjà engagées dans des luttes ou au moins sympathisantes de celles-ci. Pour cela notre intention depuis le début a été d'approfondir par des positions déjà existantes, qui existent à la base et nous croyons nécessaire de les radicaliser (d'aller à la racine). En partant de nos possibilités nous portons des mots d'ordres,

des développements théoriques et des expériences de lutte contre le capitalisme, testant sa puissance et ses faiblesses pour leur donner plus de profondeur et de visibilité. Pour ce faire nous lisons, écrivons, notons des fragments de textes qui nous marquent, nous parlons entre nous et nous recevons des commentaires et des réponses d'autres camarades. Notre objectif avec cette publication est de mettre en commun «nos positions», contribuer au mouvement révolutionnaire historique et établir une communication avec les minorités révolutionnaires déjà actives ainsi que les personnes engagées d'une manière ou d'une autre dans le mouvement révolutionnaire. De cette façon nous pensons que CUADERNOS peut être un bon début pour ceux qui depuis leur réalité ressentent de la curiosité pour les positions révolutionnaires et surtout, ressentent le besoin de changer le monde.

Pourriez vous faire un résumé des différentes publications que vous avez réaliséé?

Nous avons déjà parlé dans la question précédente du numéro 1 et 2 de CUADERNOS DE NEGACIÓN. À ceux-ci s'ajoute le numéro 3, 4, et 5 pour compléter une sorte de bloc ou d'unité de thèmes qui serviront de base pour les numéros suivants. Cela pourrait se résumer ainsi: antagonisme social (numéro 2), travail salarié et marchandise (numéro 3) État (numéro 4) et démocratie (numéro 5). La critique de l'État et de la démocratie que nous avons prévu pour le même numéro en ont finalement formé deux du fait du volume produit; ceci montre bien à quel point nous considérons que ces sujets font partie d'une totalité bien que nous les publions de manière séparée. Nous tentons de les développer de la manière qui nous semble la plus idoine.

Le numéro 3 a pour titre *Contre la société marchande généralisée*, Nous y affirmons que le capitalisme comme rapport social et pas seulement comme catégorie est la société marchande généralisée où toute production est production de marchandises, où celle-ci tente de régir la totalité de l'espace social, jusqu'aux hommes qui se lient entre eux comme marchandise. Nous faisons une critique du travail salarié comme du loisir capitaliste, de la marchandise et de la proposition autogestionnaire de «libérer le travail». Pour aborder le thème de la marchandise nous avons choisi un article d'Anselme Jappe (*Les subtilités métaphysique de la marchandise*).

Dans le numéro 4 *Sur la nécessité de détruire l'État*, le titre est plus que clair. Nous y précisons que l'État n'est pas un ennemi pour des raisons de goût, pour des raisons morales ou idéologique mais en tant que structure de pouvoir fondamental qui garanti notre soumission au travail salarié, qui permet et défend la destruction de la nature au nom de la production et garanti la guerre comme méthode de réorganisation économique et de contrôle social. Nous affirmons également qu'il n'est pas question d'une méchanceté ou de l'ambition de certaines personnes mais du gouvernement du Capital. Qu'il ne s'agit pas de le réformer, mais pas non plus de le détruire du jour au lendemain, car il ne s'agit pas d'un bâtiment ou d'une institution mais d'une activité sociale. Au sujet de l'État il y a une longue citation de Agustín Guillamón, auteur de la revue *Balance*. Avec lui nous réaffirmons dans ce numéro que notre lutte contre le Capital et l'État est anti-politique puisqu'elle cherche à rompre avec la politique comme partialité. Celle-ci se présente souvent comme la préoccupation pour tout le «commun», et de ce point de vue elle pourrait être présentée comme politique. Mais même cette préoccupation pour le «tout-commun» tend à devenir une spécialisation qui perd de vue la totalité en particulier

chez ceux qui cherchent à opposer politique et économique. Certains insisteront sur le fait que «tout est politique», nous, nous déclarons que tout est social et que la politique même est une séparation propre à cette société que nous devons dépasser. Nous ne nous posons pas seulement contre et hors de l'État et de ses organisations, nous refusons aussi la misère des intérêts particuliers des organisations, des sigles, des séparations entre décision et action et tous les résidus de l'idéologie démocrate qui influe sur les structures prolétariennes.

Enfin dans le numéro 5 intitulé *Contre la démocratie*, ses droits et ses devoirs nous avons proposé non seulement une critique de la représentativité et des élections mais aussi de la démocratie comme dictature sociale, comme garantie de l'économie comme échange entre unités de productions indépendante et de son indispensable appareil répressif. C'est un sujet délicat pour cette région du fait des sanglantes dictatures civico-militaires en particulier celle des années 70 qui restent gravées dans la mémoire commune de l'Amérique Latine. De nombreux prolétaires s'étonnent lorsque l'on critique la démocratie, parce qu'ils la considèrent comme le résultat d'une lutte gagnée et les secteurs de la bourgeoisie qui ont profité de ces processus se sont chargés de la défendre, évoquant toujours le pire, la menace de la «dictature». Il peut paraître encore plus surprenant de critiquer ses droits et ses devoirs. Quoiqu'il en soit cela n'a rien de nouveau, déjà Karl Marx disait «le droit humain à la liberté ne se base pas sur les liens entre les hommes mais au contraire sur leur isolement. C'est le droit à cet isolement, le droit de l'individu restreint, circonscrit à lui même». De notre côté du monde déjà en 1888 un groupe de révolutionnaire de la Havane, Cuba, organisés autour du journal *El Productor* nous disaient «... Le travailleur, le salarié sera toujours un salarié c'est à dire un esclave du capitalisme. Autant donner à un paralysé la liberté de marcher... Nous sommes égaux, dira le prolétaire à l'opulent gentilhomme, grâce à la démocratie j'ai le droit de te le dire face à face. Nous sommes égaux. Et le bourgeois nous regardant avec dédain continuera dans son carrosse et marmonnera dans sa barbe: imbécile! Tu es mon esclave...».

Ces numéros, du 2 au 5 peuvent se reconnaître dans leur unité car elles ont été illustrées avec le talent graphique de Gerd Arntz. Dès lors jusqu'à ce jour (mai 2014) nous avons édité 3 numéros de plus, il s'agit du numéro 6 *A bas le règne du ciel!*, du numéro 7 *Parcours en territoire capitaliste* et le numéro 8 *Critique de la raison capitaliste*. Les sujets ont fini par se relier, ou peut-être qu'en réalité ils ne pourront jamais se délier?

Dans le numéro 6 nous tentons d'aborder une question large et indubitablement la plus riche en variété des conneries de toutes les activités humaines: la religion. En réfléchissant

autour de ses formes institutionnelles ainsi que de ses formes plus modernes et *new age* nous continuons de penser son rôle comme celui de complice de la domination de classe à travers l'histoire. Nous avons aussi pris en compte son influence sur le mouvement révolutionnaire, nous avons traité le thème de l'athéisme et nous avons commencé notre critique de la supposé opposition entre science et religion, thème que nous avons repris dans le numéro 8 où nous faisons une critique de la science, mais aussi de la technologie et de la notion de progrès, de comment s'impose une façon de percevoir le monde et d'agir en son sein. C'est pour cela que la critique radicale, la lutte révolutionnaire sont vus comme une folie, parce qu'ils sont invraisemblables à l'intérieur des cadre de la pensée dominante. Nous affirmons que la raison dominante est bourgeoise comme idée mais aussi comme force matérielle, parce qu'elle agit au bénéfice du Capital. La recherche et le développement pour les avancées technologiques n'ont aucunement comme finalité la satisfaction de nos besoins et de nos désirs, mais plutôt la nécessité de profit du Capital, et pour maintenir ce profit, l'amplification et la reproduction de l'ordre dominant. Il nous paraissait ici indispensable de penser et d'attaquer ces heures d'indignation citoyenne et d'internet (réseaux sociaux), mais aussi la médecine, la catastrophe du progrès et les espoirs dans une «révolution» au nom de la liberté et de l'égalité bourgeoise, de la science et de la Raison de l'efficacité et du progrès.

Puis dans le num 7 nous reprenons la critique de l'urbanisme, que d'autres ont fait avant nous tout autant que pour les autres sujets, en tentant d'ajouter ou simplement de préciser le plus important: que l'espace a été réduit au statut de chose par le Capital, et comme toute chose en lien avec le Capital, il enferme et occulte les relations sociales, de là son caractère matériel et son caractère abstrait, présenté de manière indissociable. Notre ambition n'est pas de chercher des définitions ou de répondre à la question «qu'est-ce que l'espace?», mais plutôt réfléchir à ce qu'est l'espace par rapport à nous, quelle est notre expérience humaine avec l'espace, et plus précisément notre rapport en tant que prolétaires à l'espace dans le capitalisme.

Il y a quelque temps, au Chili, une compilation des premiers numéros a été éditée et dans l'introduction de cette édition, nous soulignons que la théorie révolutionnaire est inséparable de la pratique. La théorie ne signifie pas quelque chose de séparé ou d'opposé à la pratique, c'est à dire quelque chose qui devrait se réaliser avant ou après elle, mais plutôt une forme dans laquelle cette pratique s'exprime et se transforme. Au moment où cette théorie se sépare de la pratique, elle se transforme en idéologie. Il en va de même pour le contraire: l'activisme qui bien qu'il se présente comme antagonique au

«tout-théorique», est son complément qui réalise la même séparation, se défaisant de ce qui sent trop la *théorie* pour se consacrer à tout ce qui semble être *pratique*.

Dans ce cadre de nombreux lecteurs chercheront à travers nos pages des «propositions», nous leur rappelons que la compréhension de cette société se trouve dans sa plus profonde critique, dans la lutte contre elle. Et par là en ce qui concerne notre «proposition», nous pouvons déjà énumérer tout ce que nous ne voulons pas, et ce n'est pas rien.

Quelles sont les publications à venir de votre groupe? Quels aspects théoriques êtes vous en train de développer en ce moment?

En ce moment nous corrigeons les 5 premiers numéros pour les republier, car nous pensons qu'il y a des choses qui pourraient mieux être dites, d'autres que nous pourrions légèrement développer ou clarifier en effaçant les paragraphes confus et qui n'apportent pas grand-chose. L'objectif n'est pas de modifier le contenu ou de nous rétracter —les positions restent invariantes— mais de rendre la lecture un peu plus facile. Nous publierons sur papiers ces rééditions et elles seront disponibles sur le web comme nous l'avons fait depuis le début.

Nous préparons aussi le prochain numéro qui sera une critique de l'économie et l'«économisation» de la vie. Et cela n'est possible qu'en rejetant une position «économiste», en luttant contre l'économicisme brutal de cette époque. Ceci veut dire que la critique de l'économie prend pour base le rejet et la lutte contre cette société et que son aspect théorique est une part inséparable de cette lutte. Bien que nombre de nos développements théoriques partent de concepts «économiques», ceci change absolument, cela remet en cause le concept même d'économie. Nous parlons de relations sociales, de forces matérielles, pas d'idées ou de concepts auxquels nous adapterions la réalité. Nous qui assumons la nécessité de leur destruction, nous soumettons la valeur, le Capital, la marchandise, la propriété privée, le travail, l'État à l'arme de la critique et à la critique des armes. Aussi, les économistes de toute couleur ne font rien d'autre que de la présenter comme naturelle et éternelle, pour la défense et la réforme sans fin de cette société.

Pour cela, critiquer l'économie, c'est critiquer ce qui touche aux racines de cette société, ce n'est jamais «économiste»: cela tend à la totalité. Sans elle il est impossible de comprendre la critique de la politique, de la démocratie, de l'État, de la religion, etc. Nous avons également l'intention de faire une présentation de la critique de la forme-valeur, thème qui n'est pas très courant ici; les textes n'abondent pas, peut être du fait de manque de traductions, de l'oubli ou du dédain des écrits importants, qu'ils soient de Marx, de Rubin ou plus récent. Dans les grandes lignes, du fait notamment de déformations marxistes la problématique de la valeur est souvent abordée depuis l'aspect simplement quantitatif de la théorie de la valeur-travail, pour finalement tenter de définir les prix des marchandises à partir du taux de travail nécessaire, à la recherche d'une meilleure distribution de la production, basé sur le temps de travail. Pour nous il est essentiel de comprendre l'aspect qualitatif de la valeur, c'est à dire mettre à nu la valeur

comme relation sociale où l'activité humaine est réduite au travail abstrait, où peu importe ce que nous faisons tant que cela produit de la valeur. L'échange ne se base pas sur la valeur comme supposée propriété des choses mais c'est à la base de relations d'échanges qu'apparaît la valeur qui commence à dynamiser et à s'approprier la société.

Parallèlement à la critique de la valeur, nous réalisons que nous devons destiner 2 ou 3 numéros de CUADERNOS à ces thèmes du fait que, de plus, nous voulons inclure une critique détaillée de l'autogestion, qui bien qu'elle existe dans le monde entier, a eu en Argentine un rôle important à la suite de la crise de 2001; pour cela nous savons que dans de nombreux pays d'aucuns insistent à maintes et maintes reprises sur l'exemple argentin.

Par ailleurs, il nous paraissait important de parler du thème de la *subsomption*, qui a commencé à nous intéresser du fait des débats qu'ont suscité les termes de subsomption formelle et subsomption réelle, et la périodisation du développement capitaliste qui sur elle. En observant la réalité internationale il nous est impossible de penser en étapes délimitées par rapport au procès de travail. Spécialement quand les innovations techniques, dans des branches productives précises, dans des régions du monde déterminées sont seulement possibles du fait de l'imposition de d'un niveau de technicité du travail plus bas dans d'autres régions ou dans d'autres branches.

Pour nous le procès de subsomption est très important pour critiquer la supposée opposition entre Travail et Capital, c'est à dire que le Capital ne domine pas le Travail mais qu'il l'inclut en lui même, il le fait Capital. Dans ce sens nous ne comprenons pas pourquoi il est affirmé que la subsomption formelle affecte le procès de travail immédiat tandis que la subsomption réelle s'étend bien au-delà de la sphère de la production, à la société dans son ensemble. Il est évident que ces deux formes que prend la subsomption affectent tant l'immédiat que le global, le particulier comme le général; elles affectent bien au-delà du simple procès de production.

Plus tard, nous souhaiterions dédier quelques pages à l'art, la sexualité, le langage, la guerre, la lutte prolétarienne; mais jusqu'alors nous ne savons pas comment organiser ces thèmes ou les mettre en relation, les exposer. Donc pour le moment nous continuons à en discuter en lisant, en notant et recopiant du contenu qui nous intéresse.

Pouvez-vous nous parler de la période de lutte de 2001 et le procès historique qui y a mené? Que s'est-il passé après 2001 et quel rapport avec ce qu'il se passe aujourd'hui en Argentine?

Pour passer brièvement en revue la situation en Argentine nous pensons qu'il est nécessaire de retourner au moins à la fin des années 60 et au début des années 70, époque marquée par des luttes prolétariennes dans la région et dans le monde. Dans ce contexte, le prolétariat se trouvait dans la rue, combattant la répression de l'État qui par la *dictature militaire* frappait de manière plus crue encore.² Il est clair que parler de dictature militaire est simpliste puisque toutes ces dictatures sont civico-militaires, mais nous pensons être compris ainsi.

Les principales journées de cette époque sont les «-azos»: le *tucumanazo* de novembre 1970 les *rosariazos* de Mair et Septembre 69 et plus important encore le *cordobazo* de 1969. Ce furent des manifestations prolétaires qui se sont intensifiées jusqu'à atteindre une situation d'insurrection urbaine, avec barricades, contrôle des édifices et affrontements armés. L'armée intervint pour freiner les insurrections mais les feux ne s'éteignirent jamais.

La ville de Cordoba, un des principaux centres industriels du pays, a été le théâtre de prises d'usines, manifestations de rue violentes, et un important développement d'associations prolétaires qui a souvent débordé les syndicats et les organisations social-démocrates de l'époque. Parmi ces groupes les principaux acteurs de l'époque étaient les péronistes de gauche, trotskistes et léninistes organisés dans le PRT-ERP (Parti Révolutionnaire des Travailleurs – Armée Révolutionnaire du Peuple) ainsi que de syndicalistes révolutionnaires de diverses tendances. On trouve également à cette époque, au-delà des différentes grandes insurrections, des expressions de rupture comme les groupes de travailleurs organisés de manière autonome ou sur leurs lieux de travail, comme dans le cas de SITRAC-SITRAM (syndicat des travailleurs de la Fiat Concord/Materfer), syndicat par entreprises comme ceux qui se sont formés massivement en Italie à cette époque.

Las, et comme cela s'est passé dans de nombreuses autres régions, ce niveau d'organisation militante est de capacité de lutte de la classe a laissé petit à petit place à ses principales faiblesses, le tout-politique et le lutte-armisme qui caractérise la région à partir de 1973 années du retour de la démocratie et du retour de Perón. La bourgeoisie a taché de diviser le

2 A partir des années 30 la politique argentine s'est caractérisée par une alternance entre gouvernement dictatorial et parlementaire. Dans ce cas nous nous référons à la dictature qui s'est elle-même nommée *Révolution Argentine* entre 1966 et 1973 dirigée par le général Juan Carlos Onganía.

mouvement ouvrier pour réussir à augmenter les loyer et baisser les salaires grasse à l'organisation para-policière récemment crée la AAA (Alliance Anticomuniste Argentine) chargés d'assassiner des militants ouvriers. Dans ce contexte, la lutte armée s'est développée parallèlement à la réponse de l'État, arrivant au point de rupture lorsque le 24 mars 1976, les forces armées ont de nouveau prit le contrôle de l'État Pour lancer ce que l'on a appelé *Processus de Réorganisation Nationale*.

Cette dictature militaire que nous imaginons connue mondialement, s'est caractérisée par des assassinats brutaux, mais aussi par la disparition de milliers de personnes, principalement militante et dans de nombreux cas par l'enlèvement de leurs enfants. De nombreuses personnes durent choisir l'exil. Ces événements et leur fort caractère émotionnel, de délations, méfiance et peur permanente ont générées des plaies générationnelles qui ne sont toujours pas refermées.

Une fois terminée la dictature de 1983, elle laissa place à un gouvernement faible qui a continué le projet de désindustrialisation, de flexibilisation, d'inflation et de misère généralisée du gouvernement militaire, ce qui fit que dès 1989 se manifeste les premières secousses généralisées de protestations. Dans les principales villes du pays, on saccageait des super marchés et il y eut des affrontements avec la police. Mais le plus remarquable dans ces luttes fut l'inexpérience et l'impuissance du prolétariat. Les années 90 furent une nouvelle démonstration du même phénomène, une classe divisée, luttant de manière sectorielle pour des questions particulière, sans projet général ni de capacité d'action. Ce manque d'expérience et d'organisation à l'intérieur de notre classe s'est fait sentir dans ces luttes en plus de l'absence des militants assassinés par la dictature militaire. Le terrorisme d'État aggravé par la dictature a laissé une marque qu'il est difficile d'effacer: la peur, la méfiance, l'absence de réseau prolétarien ainsi que l'idéologie bourgeoise du «ne t'en mêle pas» qui fait autant référence au fait de ne pas s'engager en politique comme de ne pas s'occuper de ce qui se passe autour de soi.

Les années qui précédèrent 2001 furent une croissante agitation sociale, cependant pour revenir à la question, il ne semble pas constituer un fil directeur avec la lutte des années 70. Malheureusement à l'heure où les luttes ressurgissent comme aujourd'hui, il est difficile d'obtenir un récit continu de camarades ayant participé aux mobilisations à l'époque et qui maintiennent des positions révolutionnaire, ou ayant un avis sur ce qu'il s'est passé dans ce sens. La version dominante construite en grande partie avec les survivants (qui font aujourd'hui parti du gouvernement ou ont été séduit par celui ci) réduit le rôle des luttes de l'époque à de simples luttes

de libération nationale et pour la démocratie. Beaucoup en arrivent à dire que notre pays aujourd'hui est le rêve de cette génération. Nous n'avons pas la prétention de mythifier ces luttes, sachant qu'elles étaient remplies de faiblesses (...). Mais réduire ces expériences au plan formel en analysant l'histoire seulement à travers certaines organisations et non la classe en général est un non-sens.

Dans la deuxième moitié des années 90 il y eut une progression des luttes des travailleurs principalement des enseignants, des cheminots, et travailleurs des compagnies pétrolières. Les grèves se massifièrent, ainsi que l'absentéisme et les barrages routiers, principalement réalisés par les prolétaires sans travail. À l'aube de l'an 2000 cette situation de conflit croissant déboucha sur une répression d'État avec des policiers et des gendarmes dans de nombreux points du pays. À la différence des époques précédentes apparut avec force la figure du *chômeur*, représentant une masse toujours plus importante de prolétaires qui se trouvaient sans emploi du fait de l'aggravation des politiques économiques imposée dans les années 90 faute de riposte sociale. Les chômeurs n'ont pas de lieux de travail à prendre ni de production à saboter, c'est pour cela qu'ils déferlèrent dans la rue et sur les routes, interrompant la circulation physique des marchandises (incluant bien entendu la marchandise force de travail). Les premiers piquets furent organisés en dehors des partis et syndicats, ils furent violent et s'affirmèrent fermement contre l'État. Plus tard l'absence de perspectives amèneraient les *piqueteros* à revendiquer directement auprès de l'État et ses organisations allaient devenir comparables à des syndicats qui pour ne rien simplifier négociaient directement avec l'État, contrôlant la rage et donnaient un prix à la vie dans une dynamique de dirigeants et de dirigés.

Cependant, il faut attendre 2001 pour que la crise commence à se sentir pas seulement chez les chômeurs mais dans le prolétariat en général. Ceci comprend bien évidemment tout les prolétaires qui se considéraient de classe moyenne. Dans une plus ou moins grandes mesure, les bourgeois frustrés, ces travailleurs «naviguant entre deux classes» se trouvèrent ramenés à l'évidence des classes par la dure situation du moment, le gouvernement n'est pas parvenu à donner une réponse intelligemment bourgeoise aux pressions des organismes internationaux, à l'opposition peroniste et à cette nouvelle fragile alliance entre chômeurs, travailleurs en lutte et les secteurs autoproclamés de classe moyenne. Durant toute l'année le gouvernement réalisa une kyrielle de mesures de mesures de blindage, demandant des prêts massifs pour assurer la continuité de l'activité bancaire. Mais ce ne fut pas suffisant et au début du mois de Décembre fut promulguée une nouvelle loi celle du fameux *corralito*, qui imposait de

sévères restrictions au retraits d'argent des banques, ainsi que de nombreuses limitation à la conversion de pesos en dollars et vice versa.

Jusqu'à ce moment le dollar était monnaie quotidienne en Argentine, Mais ce fut durant les années 90 dans un rapport de 1 à 1 (1 peso équivalait par loi à 1 dollar, garanti par la banque centrale argentine) que cette monnaie acquit un caractère central pas seulement pour les investisseurs, mais aussi pour quiconque avait des économie en banque. C'est en 2001 face à la chute massive des dépôt que cette garantie s'effondra.

Tous ces éléments explosèrent au milieu de ce beau mois de Décembre 2001 avec le *corralito*, la perspective de ne pas récupérer les économies en dollars, les licenciements massifs et la terrible aggravation des conditions de vie qui frappa violemment des quartiers des villes principales.

Le 19, devant la généralisation des saccages de super marchés, le gouvernement finit par décréter *l'État de siège*, militarisant le pays entier et interdisant les rassemblements dans la rue. Il est important de noter que toutes les manifestations se réalisèrent en totale défi de ce décret du gouvernement. La police pouvait en arrêter certains mais pas des milliers.

Le 20 au soir le président démissionnait, et malgré la répression et l'assassinat de 39 personnes dans tout le pays les gens n'abandonnèrent pas les rues.

La réponse de la société fut massive, on fit à chaque heure des «cacerolazos» (manifestation bruyante avec des casseroles), on organisa des assemblés de quartier dans les principales villes du pays, on multiplia les *escraches*³ sur des banques et des institutions d'État, et les mouvements de chômeurs virent augmenter de manière incroyable leurs organisation et leur force en coupant les routes et les rues dans tout le pays. C'est à ce moment, que commence à se généraliser la consigne «que se vayan todos», en total rejet des politiques de toutes couleurs. On a également entendu, quoi qu'avec une moindre intensité «piquete y cacerola, la lucha es una sola» (piquet ou casserole, il n'y a qu'une lutte), mais malheureusement il ne fut pas

3 Dans les années 90 la pratique de l'escrache consistait à se diriger au domicile de certains militaires de la dictature passée ou justement «escrache» là où ils vivaient en remplissant le quartier de pancartes avec leur visage, leur nom et leur adresse avec pour slogan «à 100 mètre d'ici vit un assassin». Des manifestations était organisée à leur porte, allant jusqu'à les agresser, parfois ils se réalisaient de manière spontanés lorsque ceux ci se baladaient dans la rue ou mangeaient au restaurant. L'objectif de l'escrache est de stigmatiser et de ne pas laisser vivre en paix ceux que l'on considère responsable d'un fait répudiable. Cette pratique a perdurer dans la culture populaire et est aujourd'hui un outil pour la lutte prolétarienne, autant que pour invectiver les joueurs d'une équipe de foot qui ne marquent pas de but. Depuis un peu plus d'un an cela commençait à se développer en Espagne et au Chili le terme le plus similaire est *funa*.

largement repris car dans la plupart des cas, la casserole qui était le symbole de la lutte de cette «classe moyenne» ne se reconnaissait pas dans les piquets des chômeurs et vice versa.

Le «que se vayan todos» se répandait dans tout le pays. Quand les journalistes ou membres des partis de gauche, défiant les manifestants, demandaient ce qui se passerait lorsque tous seraient partis, la réponse fut brutale: «qu'ils continuent de s'en aller». Le discrédit envers les politiques était total, le rejet se traduisait en insultes partout où on les rencontrait, et même en agressions durant toute l'année 2002. Il en fut de même pour les policiers, on parla même de soutien psychologique face aux dépressions que subissaient ces assassins du fait des insultes ininterrompues dans les manifestations comme ailleurs. On peut entendre depuis lors la chanson «por una pizza reprimís a tu mamá» (tu réprimes ta mère pour une pizza), dans les stades de foot ou les concerts de rock. Et c'est important pour comprendre que beaucoup, si ce n'est la majorité des jeunes manifestants tenaient leur expérience de ces lieux ou n'avaient pas d'expérience militante. Le côté positif fut la rencontre en affrontements de rue et le niveau de solidarité, mais la limite de ces cas de rébellion, c'est qu'à un moment, il doit mener à quelque chose qui dépasse l'horizon (un horizon de flics, de politiques, de banques et de membres du gouvernement). Avec tout ce monde dans la rue, un saut qualitatif est nécessaire, ce qui a été tenté à travers les *assemblées populaires* et les entreprises productives⁴ pour survivre à l'absence d'argent. Mais, comme nous le verrons ensuite, ce qui n'était qu'une simple forme de survie comme les entreprises productives, devinrent les piliers de la lutte, laissant à chaque fois plus de côté toute possibilité de dépassement révolutionnaire.

Dans les mois qui suivirent, la bourgeoisie tenta d'organiser sa réponse, quoique de forme lente et désordonnée, en faisant succéder les présidents jusqu'à ce qu'Eduardo Duhalde, suspecté par tous d'être un narcotrafiquant et un assassin, fils prodigue des groupes péronistes, prit en main la situation. Le projet de cette nouvelle pelletée de politicien fut, une fois de plus, de «diviser pour mieux régner».

Duhalde a développé l'alliance avec la «classe moyenne», en réparant la situation financière, ré-axant l'économie sur le peso, et en stabilisant l'inflation. D'un autre côté, il tuait les grévistes, sur les routes, ou comme lors du Massacre de Avellaneda du 26 Juin 2002.

Au même moment, le mouvement ouvrier a récupéré sa forme habituelle en s'accrochant à ses faiblesses de toujours,

4 Ces entreprises «productives» sont des boîtes créées, ou récupérées par des chômeurs ou des travailleurs licenciés. Idéalisées par des films comme «The take», elles ont pourtant été, comme on va le voir, la dynamique de la «reprise».

renforçant les syndicats «combattifs» et en promouvant l'autogestion des usines abandonnées par leurs propriétaires. Tous ces projets les ont séparés progressivement des chômeurs, qui, de leur côté, étaient en plein processus de politisation, entrant corps et âmes dans une logique paternaliste, de demande d'aides et de plans de travail précaire à l'Etat même qui les assassinait.

Nous pensons qu'il est nécessaire de nous arrêter un moment sur la question des assemblées et de l'autogestion.

L'autogestion, à différents niveaux, a été en mise en place autant par les chômeurs qui n'avaient pas d'autre moyen de trouver du travail que par les travailleurs qui devaient remettre en marche leur lieu de travail après la fuite de leurs patrons endettés et qui ne voulaient plus se montrer devant leurs ouvriers. Dans de nombreux quartiers, ces projets dé-coulaient d'une solidarité de classe palpable, depuis la rue, en manifestant et en réglant des problèmes sans rien demander au gouvernement. Ainsi, un voisin partageait sa maison et son four pour ceux qui voudraient faire du pain et aller le vendre. Ces situations étaient fréquentes et généraient des relations accrues entre les prolétaires, des liens moins faibles que dans des époques dites de paix sociale.

Cependant, sans perspective de lutte révolutionnaire, ces moments de débrouille se sont repliés jusqu'à l'autogestion, ce qui signifiait: survivre dans le système capitaliste sans chercher de sorties. Comme nous le disions plus haut, nous savons que dans de nombreux pays on insiste encore et encore sur l'exemple de l'autogestion argentine, c'est pour cela que nous pensons qu'il est vital d'aborder ce thème, qui a été et est toujours un véritable frein à la furie et à la créativité prolétaire dans des moments de chamboulements qui apparaissent dans ces contextes de crise mondiale. L'autogestion oublie, ou veut faire oublier que l'exploitation réside dans les conditions de production capitalistes et ne disparaissent pas lorsqu'on change les étiquettes, ni plus ni moins avec de bonnes intentions. Occulter l'exploitation c'est occulter le caractère de classe de la société dans laquelle on vit, c'est occulter l'extraction de plus-value de la part de la bourgeoisie. Après les ajustements et la réactivation de l'économie nationale, la présidence actuelle de ce pays (NDT: en 2014 Cristina Kirchner) a remercié publiquement ceux qui ont continué à gérer et à faire fonctionner leurs entreprises sans patrons. Elle a déclaré que «l'Argentine est comme une grande entreprise récupérée».

Nous pensons que cela démontre de façon très claire le caractère contre-révolutionnaire, non de la lutte des prolétaires pour survivre, mais de la gestion de l'économie sans patrons, en se mettant au service du Capital avec un salaire moindre et de pires conditions de travail en périodes de crise. Les

bourgeois sont ravis qu'en des périodes de nécessités majeures le prolétariat ne pille pas ni de détruit ce qui les détruit, mais plutôt qu'il se serre la ceinture pour la patrie. Ainsi, les bourgeois remercient le fait que les nombreux militants qui étaient dans les rues en 2001 se conforment à des propositions autogestionnaires. Ce n'est pas la première fois que les faiblesses du prolétariat dans un contexte de conflictualité soient présentées ensuite comme des «vertus» à défendre en temps de paix, de la même manière qu'il y a eu la politisation institutionnelle et le parlementarisme des premières décades du XIX, il y a aujourd'hui l'autogestion.

L'autre phénomène notable a été ce qu'on a appelé les assemblées populaires. Dans presque tous les quartiers il y avait «l'assemblée populaire de...» et quelques unes de celles-ci ont continué à fonctionner des années après. Ce la montre bien que dans n'importe quel contexte de convulsion sociale, l'assemblée a été un des outils les plus accessibles pour s'organiser. Les élections ont montré un manque de confiance envers les dirigeants. Le vote étant obligatoire en Argentine, à peine avait voté la moitié de l'électorat que l'autre moitié se divisait entre absentéisme, votes nuls et votes blancs. Cela est si fort qu'aujourd'hui un système informatisé poursuit et verbalise ceux qui ne vont pas voter. Cependant, cette «crise de la représentation», comme les spécialistes se plaisent à la nommer, ajoutée aux assemblées, n'a pas été suffisante. De même qu'il n'est pas suffisant de supprimer les patrons pour supprimer le capitalisme, la critique de la représentation et des partis n'est pas suffisante pour en terminer avec la politique institutionnelle.

C'est encore moins suffisant si l'idéologie politique et démocratique sont reproduites dans un modèle d'assemblée. Pour illustrer cela, on peut mentionner que, récemment, dans de nombreux quartiers de la ville où nous vivons, on a trouvé des habitants qui ont formé dans la rue des assemblées horizontales et qui, dans certains cas, ont fini par attaquer des commissariats pour demander plus de police et de répression. Sans aller jusqu'à analyser cet extrême pour critiquer l'assembléisme, nous pensons que c'est critiquable, même quand cela part de bonnes intentions. Principalement parce que la révolution n'est pas seulement un problème d'organisation formelle, mais plus particulièrement un problème de contenu social réel. De toute évidence, il est nécessaire de s'organiser en dehors et contre l'Etat et ses structures bourgeoises. En fonction de la situation, le prolétariat adopte la forme organisationnelle qui lui convient. L'assemblée est seulement une des façons d'agir, de se révolter, mais ce n'est pas la seule et encore moins une garantie de quoi que ce soit. Dans une révolte, l'important c'est de partager un contenu commun plus qu'une forme d'organisation. Il y a des problèmes qui ne

peuvent se résoudre en assemblées, il y a des fois où l'assemblée est un frein et où il est nécessaire de s'en passer. Ne pas prendre en compte cette possibilité nous laisse désarmés face à la prochaine situation, nous obligeant à tout reprendre à zéro.

Pour revenir à l'actualité de ce pays, nous pouvons mentionner qu'en Avril 2003 il y a eu les élections présidentielles, qui, selon la bourgeoisie allaient stabiliser l'économie du pays. Au premier tour —et avec une participation de 80% de l'électorat— c'est l'ex-président des deux mandats des années 90 Menem (peroniste et chef de la province de La Rioja), qui passe avec 25% des votes. En revanche, son image négative, en raison d'une longue liste de cas de corruption, l'accable. Avant de se risquer à une honteuse défaite au deuxième tour, il se désiste, laissant place à Nestor Kirsnchner, autre chef de file peroniste, mais de Santa Cruz, terre de pétrole et de laine qu'il a administrée pendant 12 ans. Inconnu d'une grande partie du pays, il a commencé à se faire remarquer en 1997 en s'opposant aux politiques Menemistes de privatisation de sociétés publiques.

Le gouvernement de Nestor Kirchner de 2003 à 2007 se caractérise comme une œuvre majeure du populisme peroniste et latino-américain. Pendant qu'on payait et négociait la dette extérieure, le gouvernement investissait les gains des productions agricoles en augmentant les aides sociales et poussait les étrangers à investir dans des domaines spécifiques de la production industrielle. D'un autre côté, il se chargeait de faire en sorte que les organisations sociales se positionnent pour ou contre ses projets politiques. Les écoles populaires, les organisations de quartier et les groupes de jeunes militants marchaient dans la ligne kirchneriste, attirés par sa supposée rénovation, ses stimulations économiques et sa promotion d'une image de «gouvernement des droits de l'homme» après avoir repris les procès des militaires de la junte de 1976, ce qui a été une autre travail d'image, puisqu'on sait parfaitement que l'appareil répressif de l'Etat est resté et restera intact.

En Argentine il y a des disparus dans la démocratie, des milliers de personnes assassinées dans les commissariats ou dans des cas de «gâchette facile» et des milliers de prisonniers et de personnes poursuivies à cause de leurs luttes. Le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner a continué les politiques de son mari décédé. Certains n'apprécient pas que, d'un côté, on approuve la loi antiterroriste et que, d'un autre, on autorise le mariage «égalitaire» entre personnes du même sexe, mais ce ne sont pas des mesures contradictoires. L'idéologie progressiste et/ou de gauche reste toujours enlisée dans ces questions législatives. Le progressisme c'est le progrès du Capital, même si on aime le penser comme un progrès social contre l'avancée capitaliste.

Aujourd'hui le pays s'est polarisé en opinions pro et anti gouvernement, avec deux groupes bourgeois qui s'opposent sur la direction du pays. Le côté pro-gouvernement est associé à des personnes liées plus ou moins directement à la dernière dictature militaire, ce qui fait que beaucoup de personnes «progressistes» se sentent plus attirées par l'officialisme, ou dans le cas de beaucoup de prolétaires il arrive la même chose à cause des promesses de bénéfices économiques. On suppose que le pays est politisé et impliqué à cause de ses réalités sociales, ainsi chaque anniversaire de décembre de 2001 on se rappelle «à quel point l'Argentine était perdue» et aujourd'hui ces citoyens désorientés peuvent militer en politique, former des partis, des groupes, des ONG.

Tout spectre politique partage l'impossibilité d'imaginer des options qui ne soient prises dans la gestion institutionnelle de l'Etat. Même les secteurs indépendants et/ou libertaires qui demandent la possibilité de réaliser cette gestion de forme horizontale et en apparence sans chefs, cherchent un «interlocuteur valide» à travers l'Etat, le patronat ou l'entrepreneur.

Actuellement à Cordoba se maintient depuis longtemps un campement blocage contre Monsanto mais on n'y assume toujours pas qu'il s'agit là d'une menace du Capital contre l'humanité, on demande que Monsanto s'en aille d'Argentine et les plus audacieux demandent que Monsanto sorte d'Amérique Latine, comme si les prolétaires du reste du monde méritaient de subir Monsanto. La perspective de ces résistances reste encadrée par un certain patriotisme, l'anti-impérialisme et le réformisme, à contre-courant de luttes radicales avec une perspective internationaliste dont nous avons besoin non pas par décret idéologique mais en réponse au Capital qui est mondial.

On donne aussi des réponses, même si elles sont limitées, à la répression du prolétariat. On se réfère à la lutte qui se développe contre les poursuites et la nouvelle loi antiterroriste appliquée aux travailleurs pétroliers de Las Heras, qui pose un précédent préoccupant non seulement pour les luttes futures mais aussi pour celles que nous pouvons envisager à court terme, vu que cette année a commencé avec de grandes hausses de prix des aliments et des logements. L'Etat cherche de nouveaux moyens de neutraliser la lutte contre la loi anti-grève, toujours non ratifiée, qui permettra de réprimer plus facilement ceux qui bloquent une rue ou gênent la circulation. Ceci, ajouté à la «lutte contre les drogues et l'insécurité», qui permet l'ajout de caméras dans les rues de beaucoup de villes du pays et l'irruption agressive de policiers et militaires dans les bidonvilles et quartiers, préparent le terrain pour la répression étatique, malheureusement approuvée par la majorité de la population.

Que pouvez-vous nous dire à propos du péronisme et de son importance dans la politique argentine et dans l'histoire des mouvements ouvriers dans la région?

Il tient dans sa relation intime avec ce qu'on appelle les totalitarismes, et même si chacun d'eux a ses caractéristiques propres, le péronisme est un phénomène unique au niveau mondial, par son ampleur, sa permanence transgénérationnelle et le fait de concentrer autant de tendances idéologiques qui, dans d'autres régions, ne pourraient subsister dans un même parti.

Mais avant d'aborder des points plus importants il faut se rappeler les débuts du mouvement ouvrier dans la région, duquel est issu le péronisme qui a été son bourreau. Influencé en grande partie par les diverses vagues de migrants il se met en place de la fin du XIX^e et début du XX^e, avec dès ses débuts des idées anarchistes et socialistes qui commencent à prendre de l'importance.

Il y avait des groupes et organisations prolétaires en abondance ainsi que des publications et journaux dans de nombreuses régions du pays dont La Protesta Humana qui a obtenu une publication quotidienne. Il y avait des tensions sociales dans de nombreuses régions auxquels se sont succédées grèves et mobilisations. Dans le Cuadernos numero 7 on rappelle la grève des locataires de 1907. Produit de la rupture entre anarchistes et socialistes, la FORA (Fédération Ouvrière Régionale Argentine) apparaît en 1901, qui se pose dans son Vème congrès comme finalité du communisme anarchiste.

Avec la répression et la crise économique des années 30, on restructure l'économie argentine en affectant le mouvement ouvrier qui cède chaque fois plus de terrain au réformisme, au modèle politique, au syndicalisme et au nationalisme, pour finalement se formaliser dans la CGT en 1936. Si il existe encore de nombreuses organisations ouvrières c'est la CGT qui commencera à leader le mouvement. Sur cette base naît le péronisme, en 1943, quand le jeune colonel Juan Domingo Peron était Secrétaire du Travail du gouvernement militaire d'alors, dans un moment où l'économie nationale se voyait favorisée par la guerre et la demande de matières premières. Avec cette arrivée de devise internationale, l'Etat a été capable d'entreprendre le premier projet d'industrialisation massive des principales régions du pays. Dans ce contexte, et avec l'avènement d'une nouvelle série de vagues de luttes ouvrières, la médiation pro-ouvrière de Peron en a fait un héros populaire.

Quand, en 1945, il s'est produit une dispute interne dans le gouvernement militaire entre différentes fractions de l'armée, Peron a été retiré de sa fonction et emprisonné. Comme

réaction, une massive mobilisation des «cabecitas negras», «têtes noires» (terme racialement péjoratif qu'utilisaient les bourgeois de Buenos Aires) a paralysé la capitale du pays en exigeant la libération de son leader.

La mobilisation a atteint ses objectifs et le président de fait s'est vu obligé de réincorporer Peron et d'assigner à ses cabinets de ministres des figures loyales à Peron. Plus tard, en 1946 il y a eu des élections et le général est arrivé à la Présidence, un poste auquel il sera réélu en 1952 avec une autre victoire électorale massive alors que le mite du leader continuait à se forger.

Déjà bien avant la première campagne présidentielle, Peron était accompagné de son épouse Maria Eva Duarte (Evita), qui s'est aussi rapidement convertie en figure populaire, notamment par les mesures sociales qu'elle a promulguées avec la Fondation Eva Peron. Elle a part ailleurs impulsé la loi sur le suffrage féminin, approuvée en argentine en 1947. Elle est morte d'un cancer à 33 ans en 1952, en pleine apogée du péronisme, ce qui a permis de générer toute une mythologie autour de sa personne. Entre autre beaucoup affirment que si elle n'était pas morte, la fin du peronisme aurait été différente, il existe de nombreuses expressions qui reprennent sa figure et non pas celle de Peron en se référant au péronisme.

Entre temps la formule péroniste de pacte entre la bourgeoisie et les travailleurs fonctionnait à la perfection dans un contexte économique mondial qui y était propice. Peron tenait deux discours et plus selon l'occasion et avec son charisme il pouvait convaincre les industriels, syndicalistes, personnalités politiques internationales, tranquilliser les entrepreneurs en disant qu'il avait domestiqué les travailleurs alors qu'il chantait «en combattant le capital» (phrase de la marche peroniste).

Mais entre temps, il y avait des secteurs qui n'étaient pas convaincus, en particulier les grands producteurs agricoles qui (dans son éternelle dispute sectorielle) ne partageait pas le projet d'industrialisation, qui leurs enlevait (sous forme de limites à l'exportation) des bénéfices pour développer un projet qui n'apportait rien à ses intérêts. En accord avec l'Eglise, qui voyait dans la croissance de l'Etat et du laïcisme une menace pour son pouvoir, ils ont commencé à préparer leur vengeance. Ce passé déteint aujourd'hui, sur la «nouvelle scène» où se succèdent des conflits entre bourgeoises presque identiques, quand les kirchneristes accusent de complotisme ceux qui défendent le secteur agricole.

En 1955, de nombreuses tentatives de coups d'Etat se sont succédées de la part des forces armées et d'une part de l'opposition au péronisme, entre autre en bombardant brutalement en juin de cette année la place de Mai et la Casa Rosada (siège du gouvernement présidentiel). En Septembre

de cette même année ils ont réussi à concrétiser leur coup d'Etat, forçant Peron à l'exil, en interdisant la mention de son nom et en dissolvant les organisations peronistes. Mais dans les années d'interdiction le mythe s'est propagé. Des groupes de guerilleros fidèles à Peron se sont formés et recevaient ses ordres directement depuis l'Espagne. Ces groupes ont assassiné des militaires coupables d'assassinats de militants peronistes. Entre temps, les militants peronistes diffusaient secrètement leur opposition à la dictature dans les usines et comme délégués syndicaux.

Jusqu'à la fin des années 60 avec l'essoufflement du projet des Forces Armées, la demande du retour de Peron («Peron vuelve») se faisait sentir de plus en plus dans les rues et pendant les différentes manifestations qu'il y avait dans le pays. En 1973, et après de nombreuses années de pression pour que revienne un gouvernement démocratique, Hector Campora a été élu, fidèle peroniste et lié aux groupes les plus à gauche du mouvement peroniste. On disait «Campora au gouvernement, Peron au pouvoir».

Après 18 ans d'exil, Peron retourne au pays en Juin et la cérémonie de retour se transforme en ce qu'on a appelé le «Massacre d'Ezeiza». La AAA et les groupes de droite peroniste tirent sur les groupes de gauche, comme FAR (Forces Armées Revolutionnaires), sur les Montoneros et sur les autres groupes non armés, tuant par là 13 personnes et en blessant plus de 200. Il semble que l'ampleur du péronisme allait se briser, mais les gauchistes du peronisme n'avaient pas fini de comprendre l'importance de ce geste, accusaient ceux qui étaient autour de Peron, sa seconde épouse et le Ministre de l'Intérieur, Lopez Rega, de tous les maux qui affectaient le mouvement.

Un an plus tard, avec Peron comme président, dans une cérémonie du 1er de Mai, après les chants entonnés par plusieurs groupes contre la droite et des acclamations bruyantes couvrant la voix du général, Peron critique «ces imberbes», les traitant de stupides jeunes de gauche qui ne respectent pas les syndicalistes qui ont tant lutté pour eux toutes ces années. Face à cette situation, les jeunes abandonnent la place et renforcent leurs organisations armées et clandestines.

Il semblerait que tout ce chamboulement allait réorganiser le panorama politique des principales organisations, mais non, les gauchistes continuaient à revendiquer leur peronisme, allant même jusqu'à parler non pas de «péronisme de gauche» mais de «péronisme sans Peron», dans ce sens il est fondamental de comprendre la figure et la mythologie construite autour d'Evita dont nous parlons plus haut. Ces groupes, pour beaucoup d'origine catholique, n'ont jamais abandonné leur perspective populiste et moins encore dans les moments de répression. Ils ont supprimé les armes à feu

de leurs luttes, ce qui a canalisé le prolétariat dans un certain réformisme et facilité la répression.

Le 1er juillet 1974 Peron est mort, et le gouvernement suivant, avec son épouse Isabel en tête, n'a gardé aucune trace des militants de gauche qui, des années avant, avaient occupé une position de pouvoir. Le terrorisme d'Etat était toujours plus présent et on pressentit les bases d'un nouveau coup d'Etat abouti en 1976.

En 1983, avec le retour des élections, les organisations du péronisme se sont remises en place, et dans une situation économique faible elles ont développé une forte présence dans les quartiers. En plus de perdre les élections nationales le péronisme se fait toujours plus fort et contamine avec sa stratégie toutes les tendances, principalement de gauche. C'est là qu'on pourrait dire, en exagérant un peu, que d'une certaine manière la société argentine est une société idéologiquement et culturellement péroniste .

Parce que dans les grands traits, pour la majorité de ses habitants, qu'ils soient ou non «péronistes», le raisonnement le plus accessible reste le péronisme. Dans presque toutes les parties du monde la glorification du travailleur a triomphé, tant qu'il a ce rôle de «sauve qui peut» derrière une apparence de solidarité. Ce qui articule cela de façon culturelle avec le fanatisme aveugle et l'ignorance, en Argentine, c'est le peronisme. C'est si fort que même pour les jeunes, pour la plupart étudiants, qui commencent à militer politiquement dans la gauche parlementaire ou non (et cela inclut les groupes libertaires), le premier réflexe est de chercher à mettre en avant les militants, se qui veut dire se diriger vers les quartiers pauvres en donnant du «soutien scolaire», en ouvrant des cantines, en demandant des subventions à l'Etat et en développant une attitude paternaliste vers les autres personnes. Le reste est considéré comme extrémiste, incohérent, coupé de la réalité à moins qu'il s'agisse de syndicalisme, partis politiques, «résistance culturelle» (c'est à dire des mesures sympathiques et inoffensives), écologie ou tout sujet qui ne questionne pas radicalement le capitalisme.

Un autre trait du peronisme est son côté nationaliste exacerbé, qui parle de «latinoaméricanisme» alors qu'il s'agit de renforcer l'alliance entre Etats et bourgeoisies à la manière de Morales, Mujica, Madureo etc. Pour nous tout Etat est impérialiste, puisqu'il défend les intérêts bourgeois particuliers et ne défend jamais les intérêts du prolétariat. Mais sur ce point on ne peut pas accuser seulement le peronisme et les gouvernements progressistes, quand les trotskystes, staliniens, guevaristes, léninistes etc, ont promu historiquement le nationalisme au sein du prolétariat et ont engrangé populisme et patriotisme dans chaque région concernée pour pouvoir appliquer leur misérable programme. Ils ont prétendu faire

passer pour de l'internationalisme ce qui ne serait qu'une somme de libérations nationales.

Nous faisons remarquer que nous ne voulons pas d'Etats plus forts, nous voulons en finir avec l'Etat, nous ne voulons pas relancer les économies affaiblies, nous voulons en finir avec l'économie. Nous ne cherchons pas un meilleur emplacement dans la Division Internationale du Travail, nous voulons en finir avec le marché et le salariat. Aux hypocrites qui nous disent que nous voulons pas d'amélioration, nous leur rappelons que le sang n'aura pas coulé en vain et que nous savons maintenant où mènent le réformisme et le nationalisme.

Nous continuons à soutenir que le prolétariat n'a pas de patrie, que nous devons nous affirmer contre «notre» Etat et contre «nos» exploiters de la même manière que nous assumons dans la mesure du possible les luttes prolétaires dans diverses parties du monde. Il ne s'agit pas seulement de comprendre la réalité internationale de notre classe mais d'assumer et de pratiquer l'internationalisme en reconstruisant les liens du prolétariat, avec des discussions, des matériaux et actions conjointes. Nous espérons à Cuadernos que notre matériel peut être un apport en ce sens et nous remercions fortement cette interview qui nous permet de nous mettre en contact avec plus de camarades.